

Anticapitalisme & Révolution



La lettre d'information du courant / n° 4 / 5 mai 2014

spéciale compte-rendu du CPN des 5 et 6 avril

Page 1

Résolution politique alternative

Page 4

Résolution politique sur les Européennes

Page 8

Motion sur les Européennes

Page 9

Motion sur le financement du courant A&R

Page 9

Explications de vote

Le courant *Anticapitalisme & Révolution* est né lors d'une réunion nationale constitutive tenue les 30 novembre et 1^{er} décembre 2013. Il regroupe les militant-e-s du NPA qui se reconnaissent dans sa déclaration, adoptée à cette occasion, ainsi que dans le texte de la plateforme Y, « *Un parti anticapitaliste et révolutionnaire pour l'intervention dans la lutte de classes* », qui avait obtenu 32 % des voix au 2^{ème} congrès du NPA en février 2013.

Anticapitalisme & Révolution est également le nom de cette lettre d'information, où sont publiés des prises de position et contributions du courant ou de ses membres, sur différents thèmes susceptibles d'intéresser les militant-e-s anticapitalistes et révolutionnaires.

Cette publication, diffusée par voie électronique, est archivée sur le blog : anticapitalisme-et-revolution.blogspot.com

Pour nous contacter : anticaetrevolution@gmail.com

Après les municipales et le 12 avril, une seule politique : STOPPONS CE GOUVERNEMENT PS-MEDEF

Résolution politique alternative présentée par le courant Anticapitalisme et Révolution, le CCR et la Claire au CPN des 5 et 6 avril 2014.

Loin des promesses du gouvernement, ce début d'année 2014 est marqué par la poursuite de la crise et même l'accélération des destructions d'emplois avec 32 000 chômeurs en plus rien qu'en février.

La défaite du PS et du municipalisme socialiste n'est nullement la défaite du mouvement ouvrier et de notre camp social mais la défaite d'un gouvernement dit de gauche qui fait une politique au service du patronat et des plus riches. Cette défaite n'est donc pas une surprise mais elle est amplement méritée au regard des coups assénés sur la tête des travailleurs afin de servir au mieux les intérêts du Medef.

A plus petite échelle, le PCF est lui-même sanctionné par sa politique d'alliance avec le PS et pour sa propre gestion municipale. Il perd ainsi près d'un tiers de ses villes de plus de 10 000 habitants. Tout en étant moins concerné par ces enjeux d'appareil, le PG se situe dans le cadre de cette soumission à la gauche de gouvernement en voulant faire des municipales un point d'appui pour sa politique de construction d'une nouvelle majorité avec EELV.

C'est par ce prisme qu'il faut comprendre le fort taux d'abstention notamment

des classes populaires qui ne voient plus l'intérêt, et on les comprend, d'aller voter pour la gauche gouvernementale qui ne défend en rien ses intérêts.

Le corollaire en quelque sorte de ce dégoût c'est un FN qui augmente en voix et en nombre de villes gérées. L'influence du FN dans les milieux populaires et ouvriers, faute d'alternative ou parce que certains sont sensibles à ses discours, ne peut qu'en sortir grandie et contribue à donner confiance aux groupuscules fascistes. Le FN est désormais face à de nouvelles contradictions. Son discours antisystème, est confronté aux contraintes de la crise et à la volonté de « normaliser » son profil en apparaissant comme de bons gestionnaires. De plus, le manque de contrôle du FN sur son propre personnel politique laisse ouvertes toutes sortes de dérapages comme le passé l'a déjà montré. Cette institutionnalisation du FN pourra nous permettre de démontrer son caractère anti ouvrier et s'intègre dans les jeux politiques du régime.

Pour autant, ces scores et l'abstention montrent incontestablement la perte de repère de classe dans les milieux populaires

et la difficulté de la gauche radicale de capter et d'organiser le mécontenté.

1/ Une mobilisation de l'organisation qui n'a pas été à la hauteur des enjeux et un manque de politique nationale du NPA.

Dans ce contexte, il était décisif pour les anticapitalistes et les révolutionnaires d'être présents dans ces élections. Pour lutter contre la résignation et face à ce dégoût du gouvernement et de la classe politique en général, il était important de proposer des perspectives. En mettant en avant les mobilisations existantes, il était important de montrer les possibilités de stopper ce gouvernement au service des patrons par une unification des luttes, un « tous ensemble » qui permettrait de s'affronter au pouvoir. Face à l'audience accrue du FN perçu comme un parti antisystème, l'enjeu est d'expliquer que ce parti est profondément du côté du capitalisme, xénophobe, raciste et anti ouvrier.

Le bilan que nous devons porter collectivement est que la mobilisation de l'organisation pour constituer des listes a été bien en deçà des nécessités. Toutes tendances confondues, nous avons bien souvent sous-estimé nos forces et les possibilités militantes que nous offrait cette campagne. Prenant prétexte de la faiblesse du NPA, le CPN de juillet a donné comme cadre aux militants de l'organisation de chercher en priorité à constituer des listes unitaires, celles du NPA étant par défaut. Il s'agissait « d'être à l'initiative vis-à-vis de groupes locaux tant du PC que du PG, vis-à-vis des militants de ces partis pour leur proposer une politique clairement en rupture avec les politiques d'austérité, nationale comme locales et avec les partis gouvernementaux qui les mettent en oeuvre », tout en rejetant la possibilité d'un accord national avec le Front de gauche et ses composantes.

La conséquence a été soit une faible mobilisation des militants autour de la constitution des listes ou alors une mobilisation bien trop tardive et donc un faible nombre de listes, soit des accords unitaires à géométrie variable qui ont rendu difficile la lisibilité du NPA lors de ces élections. En octobre, la décision a même été de laisser ouverte la possibilité d'être sur des listes unitaires qui fusionneraient au 2ème tour avec la liste PS tout en nous retirant de la liste fusionnée a encore augmenté le manque de lisibilité.

Cette politique a empêché toute orientation nationale qui aurait permis de nous identifier sur un profil clairement contre le gouvernement et ses attaques, pour l'unification des luttes et pour des mesures anticapitalistes qui posent la question de la prise en main par les travailleurs et la jeunesse de leurs affaires. C'est autour de ce centre de gravité qu'aurait dû s'articuler la campagne du NPA. Au final, le NPA s'est présenté sur 87 listes dont 29 NPA et a obtenu un faible nombre d'élus.

Bien sûr, le problème n'était pas de constituer des listes avec d'autres. Mais alors que le gouvernement PS dirige au service du patronat, celles-ci auraient dû être axées sur la nécessité de stopper ce gouvernement PS-Medef par un mouvement d'ensemble allant jusqu'à la grève générale. C'est dans ce cadre qu'auraient pris sens des déclinaisons locales qu'il s'agisse de la gestion des municipalités, de la précarité des emplois municipaux, des rythmes scolaires en passant par la question de la réquisition des logements par exemple.

2/ Une campagne positive là où elle a été menée

Malgré le faible nombre de listes, la campagne a été largement positive là où elle a été menée. Trouver des centaines de noms pour boucler nos listes a obligé les équipes des villes à se tourner vers l'extérieur et a permis de mesurer notre écho et notre popularité tout en renouvelant notre réseau de sympathisants.

Ce travail de fourmi cumulé à des réunions publiques, des marchés, du porte-à-porte a donné de nouvelles possibilités d'implantation. Bien sûr, en termes de scores, l'hétérogénéité domine : des 15,10% de Saint-Etienne-du-Rouvray aux 0,95 dans un arrondissement de Paris dans des contextes différents. Le résultat est néanmoins positif : A Paris, ce sont aussi 7 listes et 250 candidatEs. A Nanterre, ce sont 65 personnes en meeting de fin de campagne, qui se sont regroupées sur des listes anticapitalistes.

A Agen, Lille, Bordeaux, Rouen, Wattrelos, Saint-Ouen, Blois, Montpellier, ce sont autant de listes qui nous ont obligés à organiser des réunions, à mettre en débat nos propositions et notre orientation contre la politique du gouvernement PS-MEDEF. Pourtant, ce n'était pas forcément une habitude de faire du porte-à-porte, de démarcher dans les immeubles comme nous avons démarché les maires dans les villages. C'est du côté de ce volontarisme-là qu'il faut se tourner. Il faut capitaliser cet acquis en proposant directement des activités, des réunions à tous ceux qui ont participé à nos listes ou se sont rendus dans nos meetings.

3/ Quelles perspectives après les élections municipales ?

Face au désaveu exprimé, Hollande répond qu'il va poursuivre la même politique et même l'aggraver en nommant Valls, le ministre le plus raciste et répressif, premier ministre. Pour nous, ce sont autant de raisons d'exprimer l'idée que nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour inverser la tendance. Plus que jamais, c'est la question d'un rapport de force et d'un affrontement avec le gouvernement. Notre parti doit se mettre en ordre de bataille.

Le 12 avril peut être une première occasion dans la rue de populariser l'idée d'un mouvement

d'ensemble nécessaire pour infliger la seule claque qui compte au gouvernement, à la droite et v à l'extrême-droite. Nous avons eu raison de prendre l'initiative d'une telle manifestation. Aujourd'hui le Front de Gauche, loin de la préoccupation de constituer un rapport de forces face au gouvernement sur le terrain des luttes, voudrait se servir de cette échéance pour commencer à préparer les élections européennes. C'est le sens du dernier paragraphe de l'appel unitaire pour une alternative politique, sociale. En d'autres termes, la tentative de constitution d'un cadre pérenne avec le FdG sur un terrain institutionnel.

Au contraire pour le NPA, cette manifestation doit être une première étape pour préparer l'affrontement nécessaire avec le patronat et le gouvernement.

Pour cela, il faut que les salariés et les militants qui veulent préparer cet affrontement se regroupent dans un « pôle des travailleurs en lutte ». Ce pôle s'adresse entre autre aux salariés victimes de PSE qui continuent à se multiplier. Un tel cortège mettrait en avant des revendications communes au monde du travail, comme l'interdiction des licenciements, l'embauche de tous les précaires, l'augmentation des salaires de 300 euros nets, la régularisation de tous les sans-papiers et l'abandon du pacte de responsabilité. L'appel des postières et postiers du 92 peut permettre ce test à une échelle assez large. Proposer des appels unitaires locaux s'appuyant sur les secteurs mobilisés, ou l'ayant été, est la seule manière de faire véritablement de cette journée un point d'appui pour les mobilisations en cours et de pouvoir espérer lui donner des perspectives sur le terrain de la lutte des classes, et non dans les seules échéances électorales.



banderolle du secteur jeune à la manifestation du 12 avril

Les militants du NPA devraient pousser pour que les structures syndicales (sections locales, UD...) adoptent des appels à cette manifestation pour faire barrage au pacte de responsabilité. C'est aussi l'occasion de tenter de créer des liens entre les équipes syndicales combattives.

Dès maintenant, nous cherchons à faire émerger une nouvelle journée de grève interprofessionnelle avant l'adoption du Pacte de Responsabilité en menant la discussion dans les syndicats et en prenant des initiatives en tant que NPA.

En même temps, en opposition au regroupement des réformistes dans le FdG, nous défendons la ligne de l'unité des anticapitalistes et des révolutionnaires en nous adressons en premier lieu à LO et aux militantEs lutte de classe.

Nous proposons de défendre ensemble un programme de revendications d'urgence et de mesures anticapitalistes, l'expropriation des banques et des grandes entreprises qui licencient, et l'objectif que les travailleurs prennent en main eux-mêmes le contrôle de la société.

Dans l'immédiat, nous leur proposons de prendre des initiatives communes dans le sens de la convergence des luttes et de combat contre le gouvernement et le patronat.

Au CPN, cette résolution a obtenu 34 pour, 47 contre, 5 abstentions, 3 nppv, soit 39,5% des voix

Résolution sur les Européennes présentée par le courant Anticapitalisme et Révolution et le CCR

Contre le gouvernement PS-Medef, l'UMP et leur Union européenne

Contre le FN, son nationalisme et son racisme

Pour la riposte du monde du travail, uni par delà les frontières

Pour une Europe des travailleurs et des peuples

Les élections européennes de mai 2014 vont intervenir dans une situation très particulière, marquée par de grandes tensions. La crise du capitalisme mondial, qui se poursuit sans discontinuer depuis 2007, se double d'une crise particulière de l'Union européenne et de la zone euro. Les gouvernements et les bourgeoisies des différents pays ont une seule politique pour y répondre : faire payer la crise aux travailleurs et aux couches populaires par l'austérité, les licenciements, la casse systématique des acquis sociaux. L'Union européenne, avec ses traités néolibéraux et ses institutions antidémocratiques, est le cadre dans lequel cette politique est organisée et conduite.

Depuis 2012, c'est le PS et ses alliés qui l'appliquent au gouvernement. A travers le « pacte de responsabilité », ils ont même scellé une alliance stratégique avec le Medef. Leur déroute aux élections municipales, avant tout du fait de l'abstention ouvrière, jeune et populaire, en est un résultat direct. Le succès par défaut des listes de droite s'est accompagné de la percée du FN, « recentré » sur une démagogie économique et sociale nationaliste. Le danger est grand que cette tendance s'amplifie dans les élections européennes.

La nomination de Valls comme premier ministre est un pas supplémentaire marquant la volonté du gouvernement de s'affronter à la classe ouvrière et ses organisations. Face à cette situation, notre politique commence par la dénonciation et l'appel à la lutte contre les artisans de l'austérité en France et à l'échelle européenne : Hollande et avant lui Sarkozy, le PS et la droite qui poursuivent fondamentalement la même politique, l'Union européenne, ses traités et institutions qu'ils ont

contribué à forger.

Nous défendons une alternative en défense des salariés et de la population, ouvrant la perspective de la construction d'une autre Europe. Nos propositions, basées sur l'unité et la solidarité des travailleurs, en France comme en Europe, sont à l'exact opposé des solutions nationalistes bourgeoises réactionnaires préconisées par le FN. Elles exigent de s'en prendre aux profits et de s'affronter au pouvoir des capitalistes.

1/ Une Union des capitalistes contre les travailleurs et les peuples

Foyer de deux guerres mondiales inter-impérialistes, le continent européen a une histoire commune, une culture qui dans une large mesure lui est commune. Ses économies sont très largement interpénétrées et interdépendantes – ainsi, 80 % du commerce des pays de l'UE se fait aujourd'hui à l'intérieur de l'UE. L'unification politique et sociale de est une tâche majeure qui permettrait des progrès conséquents et une amélioration

générale des conditions de vie de ses travailleurs.

Mais l'Union européenne s'oppose concrètement à cette nécessité. Dès ses débuts avec le traité de Rome de 1957, le processus dit de la « construction européenne » a été placé sous le signe de la « concurrence libre et non faussée ». Ce caractère a été renforcé par l'Acte unique de 1986, le traité de Maastricht (1992) instituant l'euro puis celui de Lisbonne (2007).

Ce type de construction, intrinsèquement capitaliste et néolibéral, ne pouvait être développé qu'en dépossédant les peuples. Sa complexité et son opacité contribuent à les abstraire de tout contrôle populaire. L'Union européenne est la négation de la démocratie et du droit à l'autodétermination. Non seulement elle ignore et contourne systématiquement les votes populaires, comme en France celui de 2005 contre le Traité constitutionnel européen, mais elle repose sur des institutions



fondièrement anti-démocratiques. L'essentiel de ses prérogatives est concentré dans le Conseil des chefs d'Etat ou de gouvernement, la Commission européenne, la Banque centrale et la Cour de justice, tous organes non élus. Le Parlement européen ne remplit qu'un rôle accessoire et une fonction décorative.

Cette « construction européenne » vise en réalité deux grands objectifs. D'une part, renforcer la position des groupes capitalistes des Etats membres dans la concurrence internationale contre ceux des Etats-Unis, du Japon et des « pays émergents » (Chine, Russie, Brésil...) ; d'autre part, coordonner et imposer les politiques nationales menées contre les classes ouvrières dans tous les Etats membres, une nécessité pour les différentes bourgeoisies alors que c'est Europe que subsistent encore une série d'acquis des luttes passées.

Les politiques antipopulaires de l'UE s'étendent au-delà de ses frontières. C'est ainsi le cas aujourd'hui, en collaboration avec le FMI, vis-à-vis de l'Ukraine, à laquelle est proposé un « accord d'association » dont l'application (entraînant l'ouverture de ses marchés, la dévaluation de sa monnaie et l'augmentation des

prix de ses produits de première nécessité) conduirait dans ce pays à une catastrophe sociale. Une des fonctions de l'UE est en effet de soumettre les pays de l'ancien bloc de l'Est, pour les transformer en une arrière-cour au service des intérêts des bourgeoisies impérialistes.

Tout cela se double des politiques de « l'Europe forteresse », mises en œuvre notamment à travers les accords de Schengen. Il s'agit de fermer les frontières de l'UE aux travailleurs migrants, ainsi que de contrôler étroitement ceux qui parviennent à s'installer sur son territoire, et donc favoriser leur surexploitation.

Enfin, si malgré les velléités il n'y a toujours pas de « défense européenne », et si les efforts diplomatiques communs de l'UE restent, selon les cas, inexistantes ou balbutiants, cette dernière ne couvre pas moins les interventions impérialistes de ses Etats membres, comme aujourd'hui celle de la France au Mali et en Centrafrique.

2/ La crise accentue et dévoile le rôle réactionnaire de l'UE et de l'euro

La crise mondiale a mis en évidence la fragilité de l'UE et de la zone euro, mais aussi leur nature différenciée et hiérarchisée. La « construction européenne »

n'a pas réduit mais aggravé les inégalités de développement entre les pays. Sans véritable budget européen, sans solidarité entre les différents Etats qui restent soumis aux intérêts particuliers de leurs bourgeoisies nationales, l'UE a généré et renforcé des rapports internes de domination, qui dans certains cas s'apparentent à des relations néocoloniales. La concurrence libre et non faussée, l'euro ont renforcé les capitalismes européens les plus forts au détriment des plus faibles. Ainsi le peuple grec paie-t-il aujourd'hui par une misère sans fin et sans fond la sauvegarde des profits des banques allemandes, françaises ou britanniques.

Face à la crise, l'UE et ses gouvernements nationaux ont réagi en faisant franchir un saut qualitatif aux politiques d'austérité et en renforçant le contrôle des institutions de Bruxelles sur les orientations économiques et sociales mises en œuvre au niveau national : telle est la fonction du pacte budgétaire européen, le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). L'UE collabore activement avec le FMI, en particulier dans le cadre de la « troïka » (Commission européenne, BCE, FMI), pour imposer des politiques de super-austérité dans des Etats membres (Grèce, Irlande,

Portugal, Espagne, Chypre), avec le soutien des gouvernements et des classes dominantes de ces pays, et ailleurs (Ukraine), La Commission de Bruxelles déclare placer la France sous « surveillance » du fait de ses « déficits excessifs », et le gouvernement Hollande-Ayrault réagit en annonçant 50 milliards « d'économies », c'est-à-dire de coupes dans les services publics, à réaliser d'ici 2017...

Tout ce que l'Union européenne pouvait inspirer d'espoirs, tout ce qui de ses mesures pouvait apparaître un peu progressiste (comme l'effacement des frontières internes pour la circulation des personnes ou les programmes Erasmus pour certains étudiants, certes en général favorisés), est en train de voler en éclats ou de se trouver fortement relativisé.

Les politiques impulsées depuis Bruxelles et Francfort (siège de la BCE), avec le soutien de Paris et des capitales des autres pays centraux, conduisent, notamment en France, à un rejet populaire croissant de ce qui est faussement identifié à l'Europe. Alors que les classes populaires se retrouvent exclues, dépossédées de la « construction » de cette « Europe », les élections européennes risquent de favoriser une réaction binaire, « pour ou contre l'Europe », bénéficiant à l'extrême droite et à ses solutions de repli nationaliste.

Sur les anticapitalistes repose la responsabilité d'affronter ce danger, en dénonçant le caractère capitaliste et destructeur de l'UE et en lui opposant une Europe des luttes et de la solidarité.

3/ Contre le souverainisme réactionnaire du FN

Le Front national se fait le champion de la dénonciation de la « tyrannie de Bruxelles » pour mieux défendre une politique nationaliste et chauvine qui prône la sortie de l'UE et de l'Euro pour défendre le retour au franc et le repli national.

Une telle politique n'a d'autre objectif que de diviser et dresser les uns contre les autres les travailleurs pour le plus grand profit des capitalistes. Elle dédouane par ailleurs la bourgeoisie française de ses responsabilités alors même que celle-ci est un acteur central de la politique menée au sein de l'UE.

La rupture éventuelle d'un pays avec l'UE n'annulerait en aucun cas son caractère capitaliste et impérialiste. Si ce pays en venait à perdre ses parts de marché européen, il n'en attaquerait que plus sauvagement encore sa propre classe ouvrière afin de baisser le coût du travail de manière à rester compétitif sur des marchés encore plus restreints et continuer à se battre pour des parts du marché mondial. Ainsi, européistes et souverainistes ne diffèrent que sur la meilleure manière de défendre les intérêts impérialistes et de classe.

4/ Hollande et son gouvernement ont pour seul horizon l'Europe de l'austérité et de la concurrence

A peine arrivé au pouvoir, et contrairement à sa promesse de renégocier le traité budgétaire (TSCG), avec sa règle d'or de l'austérité voulue par Merkel et Sarkozy, Hollande et son gouvernement l'ont entériné.

Ils se sont soumis volontairement à la pression des banques, se sont fait leur agent contre les salariés et les classes populaires. Au nom de la lutte contre les déficits, ils bradent les services publics, en premier lieu la santé et l'éducation. Au nom de la course à la compétitivité, ils poursuivent la remise en cause des droits des salariés engagés par

**Ils nous font les poches,
nous divisent et osent
parler en notre nom**

**PRENONS
NOS AFFAIRES EN
MAIN!**

**▶ VOTONS POUR UNE EUROPE DES
TRAVAILLEUR-E-S ET DES PEUPLES,
ENVOYONS VALSER L'AUSTÉRITÉ ET
LE GOUVERNEMENT** liste conduite par
Gaël Diaferia

Sarkozy, attaquent les retraites. Avec le pacte de responsabilité, ils distribuent 30 milliards d'euros au patronat au prix de la remise en cause de la protection sociale. Ainsi, le chômage s'aggrave de mois en mois, les conditions de vie et de travail se dégradent, tandis que la régression sociale nourrit les inquiétudes, les peurs, les désespoirs sur lesquels surfe le Front national.

Notre combat contre l'Union européenne est indissociable de celui que nous menons en France, contre le gouvernement « PS-Medef ». A l'objectif d'une Europe des travailleurs et des peuples, d'une fédération des républiques socialistes d'Europe, correspond ici celui d'un gouvernement des travailleurs, en confrontation directe avec les capitalistes et s'engageant sur la voie d'une transition vers une société sans classes.

5/ L'Union européenne n'est pas réformable, il est impossible de la « refonder »

Nous avons dans ce cadre un désaccord fondamental avec le Parti de la gauche européenne (PGE) et, en France, le Front de gauche (FdG) qui le représente. Ces formations défendent la politique traditionnelle de la gauche réformatrice antilibérale, qui prétend que l'on pourrait « refonder l'Europe » dans le cadre des institutions de l'Union européenne.

Dans notre campagne électorale, nous devons montrer qu'une telle perspective est totalement illusoire. Tous les textes (Rome, Maastricht, Lisbonne, etc.) qui définissent les objectifs et régissent le fonctionnement de l'UE reposent en effet sur la concurrence, la libre circulation des capitaux et des marchandises, la « compétitivité des entreprises » au détriment des intérêts des salariés et des couches populaires. Et la nature totalement antidémocratique des institutions de l'UE en interdit, même dans le principe, toute réforme.

A travers ces positions du PGE et du FdG, le « crétinisme parlementaire » atteint des sommets inégalés. S'il est déjà incohérent et illusoire d'imaginer la possibilité d'une transformation politique et sociale progressiste sans rupture avec les institutions nationales en vigueur (ici la V^e République, ailleurs des monarchies...), transposer une telle perspective au niveau de l'UE et de ses institutions absolument anti-démocratiques va au-delà du réformisme.

Notre objectif, que nous défendons durant la campagne électorale, est d'en finir avec l'UE, de la démanteler pour laisser place à une autre Europe, radicalement différente. Une tâche qui ne pourra être accomplie que par les travailleurs d'Europe, unissant leurs forces et leurs efforts par-delà les frontières des différents pays.

6/ D'Athènes à Paris en passant par Madrid, l'Europe des travailleurs et des luttes

Les mesures d'austérité appliquées par les gouvernements dans les différents pays de l'Europe et les conséquences de la crise mondiale ont rendu plus visible pour des nombreux travailleurs le caractère international de la lutte de classes et le fait qu'ils affrontent des ennemis communs. Des dizaines de journées de grève général en Grèce, en passant par le mouvement des indignés, par la lutte contre la réforme des retraites en France, les mobilisations massives au Portugal ou plus récemment les « marées » contre les privatisations et les luttes contre les fermetures d'usine dans l'Etat Espagnol, la nécessité d'une perspective internationaliste est plus actuelle et audible que jamais.

Tout processus révolutionnaire déclenché dans un pays européen ferait tâche d'huile sur le continent. Cette perspective n'est pas une utopie, un rêve. Elle s'inscrit dans une histoire qui a commencé au 19^{ème} siècle avec les premières grandes révolutions européennes, les soulèvements de 1848, « le

printemps des peuples » qui a bouleversé toute l'Europe contre les vieilles dynasties qui espéraient pouvoir continuer à manipuler les peuples en fonction de leurs seuls intérêts au gré de leurs rivalités et luttes d'influence. Aujourd'hui, ce sont les dynasties du grand Capital qui voudraient se jouer des peuples... Un nouveau printemps est donc à l'ordre du jour.

Le soutien et la popularisation des luttes partout en Europe, l'effort afin de les faire converger, sera une dimension centrale de notre campagne des élections européennes.

7/ Unifier nos exigences pour un programme d'urgence européen

Les régressions sociales majeures imposées aux travailleurs et aux couches populaires ces dernières années pour le seul bénéfice des grands groupes capitalistes créent le terrain pour des bouleversements révolutionnaires. Il y a dans ce contexte un certain nombre de revendications communes aux travailleurs de tout le continent. C'est autour d'elles que le NPA doit articuler le programme de sa campagne :

- Contre les spéculateurs et les banquiers, annulation de la dette et nationalisation sous gestion des travailleurs et de la population de toutes les banques avec création d'un monopole public bancaire

- Arrêt des privatisations, nationalisation des branches stratégiques de l'économie

- Réquisition sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs de toutes les entreprises qui ferment ou licencient, partage du temps de travail entre tous jusqu'à en finir avec le chômage et indexation des salaires au coût de la vie

- Annulation des traités européens en vigueur (Rome,

Maastricht, Lisbonne, TSCG...) qui tous s'attaquent aux acquis et aux conditions de vie des travailleurs et des couches populaires.

- Régularisation et droit de vote pour tous les immigrés. Retrait immédiat des troupes européennes d'Afrique. Défense inconditionnelle du droit à l'auto-détermination des nations opprimées, de tous les peuples d'Europe (Catalogne, Pays Basque, Ecosse...)

- Défense des droits reproductifs des femmes. Imposons le droit à l'IVG et à la PMA, libres et gratuits, dans toute l'Europe.

- A bas le pillage exercé sur les ressources naturelles et la main-d'œuvre bon marché des pays de l'Europe de l'Est. Expropriation des entreprises et secteurs de l'économie privatisés, qui doivent passer sous la gestion de leurs salariés et de la population tout entière. Pour des gouvernements des travailleurs eux-mêmes en rupture totale avec l'expérience stalinienne.

- Contre cette « démocratie » pour les riches et les politiciens professionnels, pour la révocabilité des élus, pour que leur salaire soit celui d'un travailleur, égal au salaire médian.

La lutte pour ces revendications ne se fera pas sans affrontements sociaux et politiques majeurs, dans lesquels les classes dominantes utiliseront tous les moyens pour maintenir leurs privilèges. La solidarité internationale sera une condition indispensable pour gagner dans chaque pays.

8/ Pour l'unification socialiste de l'Europe

Il ne s'agit pas de réformer leur Europe mais d'en construire une autre, celle des travailleurs et des peuples, au service de nos besoins, une Europe socialiste. Seules de véritables mobilisations révolutionnaires pourront déposséder les classes dominantes. De telles mobilisations ne pourront déboucher que si au moins une fraction du mouvement ouvrier

les prépare, les pense, les inscrit dans une stratégie globale au niveau du continent. Ce processus peut commencer dans un pays mais ne pourra pas s'arrêter aux frontières nationales.

Si un tel processus aboutissait en France, amenant au pouvoir un gouvernement des travailleurs, le plus probable serait que l'UE explose ou se disloque. Il s'agirait alors de lutter pour l'extension du processus aux autres pays, pour mettre en place une fédération de républiques socialistes, seule capable de mettre fin aux rivalités entre les peuples d'Europe et en même temps de transformer ses relations avec le reste du monde, en reconnaissant ce qui leur est dû aux peuples victimes de siècles de pillage colonial et impérial, de domination sociale et politique.

Pour œuvrer dans ce sens, il est essentiel de relancer une politique de regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires, en Europe comme en France. La campagne du NPA prendra en compte cet objectif et contribuera à sa réalisation.

Au CPN, cette résolution a obtenu 24 pour, 44 contre, 22 abstention, 1 nppv, soit 26,6 % des voix

Motion sur les élections européennes

Les élections municipales viennent de marquer un profond rejet populaire du gouvernement PS-Medef.

Les prochaines élections européennes doivent permettre non seulement de sanctionner à nouveau le gouvernement mais aussi d'offrir une perspective alternative aux travailleurs et aux classes populaires.

Pour répondre à la crise et aux attaques inouïes que subissent les classes populaires, nous y défendons un plan d'urgence, un programme de lutte capable d'unifier les travailleurs et la

jeunesse en France et dans toute l'Europe. Nécessairement, il faudra pour cela s'attaquer aux profits et au pouvoir des capitalistes.

De même que nous combattons le gouvernement français et sa politique, nous voulons en finir avec celle de l'Union Européenne, avec ses traités, institutions et directives qui ne sont que l'union des bourgeoisies européennes contre les travailleurs de tout le continent.

Notre campagne sera profondément internationaliste (popularisation des luttes ailleurs en Europe, invitation à nos

meetings d'orateurs d'autres pays, dénonciation de notre propre impérialisme, etc.). Elle mettra en avant la nécessité d'une Europe des travailleurs et des peuples. C'est d'autant plus important que dans cette situation où l'Union européenne est profondément discréditée, prospèrent les formations et les idées nationalistes et xénophobes.

C'est pourquoi :

1/ Le CPN confirme sa décision du 2 février 2014 consistant à présenter des listes NPA dans cinq grandes régions (Ile-de-France, Nord-Ouest, Ouest, Sud-Ouest, et

une cinquième à décider entre Sud-Est et Est).

2/ Dans les grandes régions où nous ne pourrions être présents, nous appellerons à voter pour les listes Lutte Ouvrière.

3/ Nous prenons acte de l'impossibilité de constituer des listes communes avec le front de gauche dont les principales composantes viennent de s'allier aux municipales aux forces gouvernementales PS et/ou EELV

dans un grand nombre de villes qui développe un programme de réforme (« refondation ») de l'UE qui est contraire à notre politique où certains développent en outre des politiques souverainistes et flattant des préjugés nationalistes.

4/ Tout en préparant dès à présent nos propres listes, nous nous adressons publiquement à Lutte Ouvrière, par un courrier mettant en avant nos convergences

politiques et à travers des interventions de nos porte-parole dans les médias, pour lui proposer des listes et une campagne communes.

5/ Pour assurer notre présence dans les meilleures conditions le CPN relance la campagne financière, avec l'objectif d'obtenir 100 000 euros au minimum.

Au CPN, cette résolution a obtenu 35 pour, 43 contre, 12 abstentions, 0 nppv, soit 38,8 % des voix

Motion Financement du courant AetR

Compte tenu du respect du fonctionnement démocratique au sein du Parti et du choix du courant de ne pas instaurer de cotisations en son sein.

Le CPN des 5 et 6 avril adopte le principe d'une dotation mensuelle pour le courant Anticapitalisme et Révolution de 1000 euros.

Cette dotation servira au fonctionnement du courant :

- réunions de l'équipe d'animation,
- réunion nationale du courant,
- déplacements en province.

Cette dotation est valable jusqu'au prochain congrès.

Au CPN, cette motion a obtenu 39 pour, 19 contre, 19 abstentions, 6 Nppv, soit 50,6 % des voix

Explication de vote des membres A&R du CPN

Au-delà de la résolution politique et de celle sur les Européennes, un texte et un seul résumait à lui seul la politique de la majorité : la lettre !

Cette lettre, pas discutée au CE, fait mine de s'adresser au PC, PG, Ensemble et ... LO alors que d'emblée son contenu écarte LO.

Envoyée aux membres de la direction du NPA au lendemain de la rencontre avec Lutte Ouvrière et de leur confirmation, de refus de participer à la manif du 12, et de faire des listes aux Européennes gardant le cadrage des municipales, la majorité du NPA

est alors à l'aise pour n'interpeller en fait que le FdG.

Pour nous, c'est un problème de considérer que l'on invite à la discussion de la même manière la principale organisation d'extrême-gauche (avec nous) et les réformistes dans l'optique d'une campagne électorale commune.

C'est encore moins sérieux d'écrire LO dans l'en-tête quand l'initiative commune prise en référence est justement celle à laquelle ne participe par LO c'est-à-dire le 12 avril.

Des 58 listes unitaires aux

Municipales à la lettre, une orientation fait peu à peu son chemin : celle du Front unique dans la rue et dans les urnes, ce que d'autres appelaient il y a encore peu le Front politique et social.

Si l'on en croit des camarades, la gravité de la situation, et elle est bien réelle surtout pour les milliers de travailleurs qui subissent des plans de licenciement et des restructurations en cascade, trouverait une issue potentielle dans un large arc de forces, sur le terrain institutionnel, avec des organisations qui portent pourtant

une responsabilité considérable dans l'affaiblissement de la combativité de notre camp social. En effet, comment systématiquement ignorer le lien entre les directions syndicales qui refusent obstinément le combat contre ce gouvernement et les différentes composantes du FdG.

Comment ignorer encore que c'est la nécessité de stopper le gouvernement PS-Medef qui a le plus « coincé » dans les discussions autour de l'appel pour le 12.

Une fois ces considérants formulés, qu'en est-il de cette politique, à part nous mener dans le mur en ne permettant pas à l'organisation de se mettre en ordre de bataille et mieux, en

nous faisant railler par le PC qui a beau jeu désormais d'insinuer que c'est notre difficulté à constituer des listes qui nous amène à nous adresser à eux. C'est cher payer une soi-disant démonstration comme nous l'ont répété les camarades de la majorité au CPN et même dans la direction du parti c'est de moins en moins approuvé comme l'atteste le vote de cette lettre où seules 6 voix d'écart séparent le pour du contre.

Nous pensons que pour enrayer la régression sociale et politique provoquée par la politique de la gauche libérale en continuité avec celle de la droite, pour barrer la route à l'extrême-droite qui partout en Europe progresse et

menace, il faut permettre à notre camp social, à la classe ouvrière, de retrouver confiance en ses propres forces.

A ce jour, seule une organisation comme Lutte Ouvrière défend avec nous l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires et pensions de 300 euros nets, la réquisition des entreprises qui licencient et la perspective d'un mouvement d'ensemble comme moyen d'inverser la vapeur.

C'est pourquoi, c'est en priorité à cette organisation que nous devons nous adresser afin de porter ensemble un programme anticapitaliste et une perspective d'émancipation.

Explication de vote du courant A&R sur les textes soumis par la CNIF

À l'issue d'une réunion nationale ayant réuni un faible nombre de camarades, la Commission nationale d'intervention féministe a choisi de soumettre au CPN toute une série de fenêtres alternatives sur un projet de résolution qui avait été présenté initialement à notre dernier congrès, tenu il y a plus d'un an.

Les sujets traités dans ces fenêtres n'ont rien à voir avec les problèmes cruciaux que rencontrent l'immense majorité des femmes, en particulier celles des classes populaires : fermeture de centres d'IVG et de maternités (politique poursuivie aujourd'hui par le gouvernement PS), inégalités salariales persistantes, violences (une femme mourant tous les deux jours sous les coups).

Et alors que le 1er février 2014 ont eu lieu en France et en Europe, en solidarité avec les femmes espagnoles et en défense du droit à l'IVG, les plus grandes manifestations féministes depuis des années et des années, le texte présenté n'y fait qu'une brève allusion, sans en tirer aucune

conclusion en matière d'analyse et d'orientation.

Les débats que la CNIF a demandé au CPN de trancher, à travers de multiples écritures alternatives (avec parfois des subtilités jésuitiques), portaient sur le voile et la prostitution, deux questions qui sont secondaires et ne concernent que des minorités de femmes. Ces thèmes sont aussi ceux qui déchirent aujourd'hui le mouvement féministe en France, comme en ont témoigné les deux manifestations parisiennes concurrentes (CNDF et 8 mars pour toutes) du 8 mars 2014, et qui le rendent largement impuissant. Malheureusement, nombre de camarades du NPA justifient et entretiennent ces divisions au lieu de les combattre.

L'explication donnée à cette façon de faire était que la succession des fenêtres répondait à une demande adressée à la CNIF par le congrès puis le CPN. Au-delà du fait que pour militer dans le mouvement féministe réel il n'y a nul besoin de tels degrés de précision, il nous semble que

ce qui est en cause est plutôt l'incapacité de la CNIF à gérer ses différences afin d'aider le NPA à se doter d'une politique pour s'insérer dans le mouvement des femmes et le développer, en centrant son intervention chez les femmes travailleuses et des milieux populaires.

Pour reconstruire un mouvement féministe et une intervention féministe du NPA dignes de ce nom, il faudra une toute autre méthode et de tout autres débats. C'est pourquoi nous n'avons pas pris part aux votes, aussi nombreux que peu pertinents, qui nous étaient proposés.